



VIOLENCES SEXISTES ENQUÊTE

Le comité pour Adama Traoré a couvert les violences sexistes de l'un de ses membres

Deux femmes racontent avoir été victimes d'agressions de la part de Samir Elyes, l'un des pionniers du comité Vérité et justice pour Adama. Elles reprochent au collectif mené par Assa Traoré d'avoir minimisé les faits, au point qu'elles ont dû renoncer à militer. Assa Traoré, elle, assure avoir fait le nécessaire pour éloigner Samir Elyes. Pendant des années, il est pourtant resté à ses côtés.

Estelle Ndjandjo et David Perrotin

25 juillet 2022 à 13h47

Figure de la lutte contre les violences policières depuis qu'elle a perdu son frère Adama, décédé lors d'une interpellation par les gendarmes en juillet 2016, Assa Traoré plaide pour un féminisme antiraciste et l'incarne parfaitement. Elle se rend dans différentes manifestations féministes, prône une « *alliance des luttes* » et n'oublie jamais la Journée internationale des droits des femmes. « *Une journée où je souhaite dénoncer les violences faites aux femmes dans le monde entier* », disait-elle le 8 mars 2019.

En parallèle, pourtant, des militantes accusent Samir Elyes, l'un des membres du comité Vérité et justice pour Adama, d'avoir frappé plusieurs femmes, sans jamais avoir été vraiment inquiété. Elles remettent en cause les engagements féministes de ce comité qui lutte contre les violences policières. Et affirment, à travers leurs récits, la nécessité pour les organisations luttant contre des violences étatiques ou sociétales, de combattre aussi les violences sexistes et conjugales exprimant des rapports de domination au sein même des milieux militants.

Des témoignages et de nombreux documents recueillis par Mediapart montrent en effet comment les militantes Line* et Massica, qui ont dénoncé les agissements de Samir Elyes, n'ont été ni soutenues ni entendues, et comment elles ont été menacées en vue de les faire taire. Elles décident aujourd'hui de « *briser le silence* » pour « *qu'on cesse de fermer les yeux lorsque les violences sexistes sont commises par l'un des nôtres* ».

Cela fait plusieurs années, déjà, que le collectif Femmes en lutte 93 tente, avec d'autres organisations, de mettre fin à ce dilemme imposé aux victimes : se taire ou dénoncer certains faits et être accusées de « *desservir la cause* ».



Assa Traoré avec Samir Elyes sur le parvis du tribunal judiciaire le 2 juin 2020. © Florent Bardos / Hans Lucas via AFP

C'est en 2018 que de premières accusations visent le comité d'Assa Traoré. Ce groupe composé de membres de sa famille, mais aussi de proches comme les militants antiracistes Youcef Brakni, Almamy Kanouté et Samir Elyes, aide la sœur d'Adama Traoré dans son combat : celui de faire reconnaître pénalement la responsabilité des trois gendarmes mis en cause.

Le 28 mai de cette année-là, le collectif Femmes en lutte 93 publie un billet de blog de Massica, une militante antiraciste et ancienne membre du comité d'Assa Traoré. Dans ce texte non signé, elle raconte avoir été victime d'un militant dont elle préfère taire le nom, membre d'un collectif qu'elle préfère ne pas nommer. Elle affirme avoir été agressée verbalement et physiquement par « *S. de Dammarie-lès-Lys* » en avril 2017, à l'issue d'une réunion publique au CICP, le Centre international de culture populaire à Paris.

SEXISME ET VIOLENCE

SOUTIEN AUX VICTIMES DE VIOLENCES SEXISTES DANS LES MILIEUX MILITANTS

!

28 MAI 2018

Rédigé par Femmes en Lutte 93 et publié depuis Overblog



Billet de blog de Femmes en lutte 93.

« Sur 100 mètres, entre le métro et le CICIP, il m'a projetée contre une porte de bâtiment, me tenant fermement les bras, m'insultant et me poursuivant dès que j'ai pu m'échapper. Sous une flopée d'insultes sexistes, j'ai finalement regagné le CICIP où j'ai pu me remettre du choc, et les militants présents nous ont séparés en l'écartant du bâtiment », écrit Massica. « Nous militions ensemble au sein de collectifs, qui ont automatiquement condamné l'acte et ont décidé de le mettre à l'écart. Malheureusement, à l'occasion d'un événement public on lui a demandé de prendre la parole, ainsi son retour a été décidé sans que je puisse participer à la discussion. Par conséquent j'ai pris la difficile décision de quitter ces collectifs, pour ma sérénité et ma sécurité mentale », ajoute-t-elle.

En réalité, « S. de Dammarie-lès-Lys » n'est autre que Samir Elyes, 49 ans, un des porte-parole et membre actif du comité Adama depuis sa fondation. En 1997, il est au cœur des révoltes urbaines qui touchent Dammarie-lès-Lys, après la mort d'Abdel Kader Bouziane, 16 ans, décédé après une intervention de la BAC, la brigade anticriminalité. Il rejoint par la suite le MIB, le Mouvement de l'immigration et des banlieues, une organisation politique revendiquant l'autonomie des luttes des populations immigrées en France. Samir Elyes devient une figure associative importante dans sa ville, où il milite pendant près de 20 ans contre les violences policières, avant d'intégrer le comité Adama.

Massica, elle, est une militante féministe racisée de 31 ans, originaire de la ville de Saint-Denis. Tout juste diplômée de Sciences Po, elle milite dans différentes organisations avant d'intégrer, dès novembre 2016, le comité d'Assa Traoré, mais elle connaît déjà Samir Elyes. « Je l'ai croisé lors d'un rassemblement Nuit debout en 2016. Ma sœur, qui est aussi engagée politiquement, le connaissait et nous a présentés. Samir avait plein de projets en tête. Il voulait créer des associations et moi je cherchais à m'engager davantage, explique-t-elle à Mediapart. Militer au côté de quelqu'un comme Samir qui a de la bouteille, forcément c'est formateur et ça donne du crédit. »

Les deux se lient d'amitié et participent à la création du comité à la rentrée 2016, une fois que Massica rencontre Assa Traoré. « C'était vraiment de bons moments, j'avais l'impression d'intégrer un groupe soudé, politique mais pas seulement », se souvient-elle. De manière bénévole, elle gère les réseaux sociaux, écrit des communiqués ou organise certains événements. Tout se passe bien, selon elle, jusqu'à ce qu'elle découvre « les sautes d'humeur de Samir ». « Il y avait des bons et des mauvais moments. J'ai commencé à avoir peur de ses réactions car il détestait être contredit. Il est capable d'exploser de colère en un claquement de doigts. »

Le soir du 18 avril 2017, Massica se rend donc à une soirée de lutte contre les violences policières organisée au CICIP dans le XI^e arrondissement de Paris, où Samir est invité à prendre la parole. Quelques jours avant, ce dernier apprend qu'on a proposé à Massica un poste dans un cabinet d'une mairie d'Île-de-France. « Il n'a pas apprécié cette offre et considérait que la personne en question me l'avait proposé simplement pour me faire des avances. Il était très énervé, précise la militante. J'avais l'impression de devoir lui demander la permission pour tout. Il se considérait comme mon grand frère, le genre oppressant. Ce soir-là, j'ai remarqué qu'il était tendu. Ça se voyait dans sa gestuelle, il balançait des canettes par terre. Personne n'arrivait vraiment à le calmer. »

À la fin de la soirée, lorsqu'ils se dirigent tous les deux vers le métro, le ton monte. « Il m'a hurlé dessus. J'ai vite compris que la situation allait partir en vrille, alors je suis sortie du métro pour revenir au CICIP chercher de l'aide », poursuit Massica. Samir l'aurait alors poursuivie pour l'agresser : « Il m'a projetée contre la porte d'un bâtiment. Ma tête a cogné le mur. Il m'a pris par les bras et m'a traitée de " salope ", " d'ingrate "... Il a tenté de me mettre au sol mais je me suis débattue. J'ai réussi à me dégager mais Samir m'a de nouveau poursuivie. »

Des passants auraient alors menacé de prévenir la police avant que Massica ne se dirige de nouveau dans les locaux du CICIP pour se réfugier. « Des militants ont finalement calmé Samir et lui ont dit de partir. Massica a ensuite été accompagnée en voiture », confirme un témoin de la scène à Mediapart.

Dans la foulée, Samir Elyes écrit à Massica pour lui reprocher de lui avoir « manqué de respect » et de lui avoir dit qu'elle « n'avait pas besoin » de lui. Le lendemain, il change de ton et reconnaît les faits. « Je veux que tu saches que je prends au sérieux l'agression que tu as subi. Rien ne fera changer hier. Je t'ai agressée Massica [...]. Je paie les

conséquences de mon comportement. J'espère qu'avec le temps tu oublieras la violence que t'as subie. [...] Vraiment Massica je suis éccœuré je me sens minable », peut-on lire dans des messages envoyés à la militante. « Je vais raconter à Assa ce qu'il s'est passé, pour le comité et par honnêteté », ajoute-t-il.

Assa Traoré décide de rappeler Samir trois mois après

Le 20 avril, Massica prévient Youcef Brakni, un autre membre du comité, que Samir « *en est venu aux mains* » avec elle. Dans les messages consultés par Mediapart, elle explique aussi avoir été contactée par Assa Traoré, qui aurait alors pris sa défense et exigé que Samir prenne ses distances. Massica insiste pour ne plus avoir à travailler avec lui au sein du comité. « *Je suis d'accord avec toi, c'est incompatible avec nos valeurs. On ne peut pas lutter contre les violences d'État et commettre des violences au sein de nos organisations* », explique alors Youcef Brakni dans ces messages.

L'agression de Samir semble être prise au sérieux par les membres du comité et sa mise à distance paraît faire l'unanimité. « *Moi, tout ce que je voulais, c'était juste qu'il quitte le comité et ne plus avoir à travailler avec lui* », précise Massica. Rapidement, pourtant, la militante sent qu'elle paie le prix de sa requête. « *Ma présence posait problème. C'était comme si on me reprochait d'avoir parlé. On a commencé à m'éviter. Leur silence me mettait mal à l'aise. J'allais de moins en moins à Beaumont-sur-Oise* », se remémore-t-elle.

La mise à l'écart de Samir sera en réalité de courte durée. En juillet 2017, Massica apprend que le comité a décidé lors d'une réunion de préparation de solliciter de nouveau Samir. La famille souhaite qu'il anime une partie de la journée dédiée à la commémoration, un an après le décès d'Adama Traoré.

« Massica et Sarah doivent comprendre que l'intérêt principal, c'est le combat pour Adama et mes frères en prison. »

Message envoyé par Assa Traoré

Lorsqu'elle demande des explications à Youcef Brakni, ce dernier confirme par message qu'« *Assa veut qu'il anime la journée* », mais qu'« *il ne revient pas au comité* ». « *Personne ne semble comprendre, ni mesurer la gravité. [...] On [le comité – ndlr] n'aurait pas dû aller le chercher. Il m'a agressée. C'est super humiliant de se retrouver seule dans une ruelle à la merci d'un homme sous substance [Samir Elyes était sujet à diverses addictions – ndlr]* », proteste alors Massica. « *Mais il faut que tu comprennes que Assa et sa famille ont un lien spécial avec Samir*, rétorque Youcef Brakni. *Il faut que tu en parles avec Assa.* »

Malgré le désaccord de Massica, Assa Traoré décide de passer outre, avec l'assentiment de la plupart des membres du comité. « *Une journée où il va animer deux heures ne va tuer personne. Après il repart il a ses enfants qui le rejoignent dans le Sud* », justifie d'abord Assa Traoré, d'après des messages postés dans le groupe WhatsApp du comité et consultés par Mediapart.

Sarah*, une proche de Massica, également membre du comité, intervient alors et exige elle aussi que Samir Elyes soit écarté. Pour elle, « *un agresseur n'a pas à avoir de responsabilité dans un groupe militant* ». Assa Traoré refuse cependant toute mise à l'écart et clôt le débat par ce message : « *Aujourd'hui Sarah nous met au défi. Elles sont arrivées en novembre dans le comité. Il faut savoir que ça fait un an, la lutte va être longue. Les personnes qui n'ont pas les épaules, au revoir. On a besoin de personnes solides, vaillantes. Personne n'a demandé à ce qu'elle accepte le pardon de Samir. Maintenant si le comité est sexiste et c'est nouveau, qu'il soit tyrannique je savais pas. Massica et Sarah doivent comprendre que l'intérêt principal, c'est le combat pour Adama et mes frères en prison. Bon nous avons le 22 juillet à préparer.* »

Les autres membres du comité approuvent cette décision. « *Si la famille a décidé que ce soit Samir qui anime notre journée, je ne vois pas pourquoi ça continue à débattre* », dit l'un. « *Qu'elles fassent leur vie. On ne leur souhaite pas de mal, mais qu'elles ne nous parlent pas* », poursuit un autre.

En réaction, Massica et Sarah annoncent quitter le comité sans que personne ne tente de les rattraper. « *Je l'ai ressenti comme un chantage. Si je parle de ce que Samir m'a fait, eh bien il subira du racisme de la part de ceux qui pensent que les Arabes passent leur temps à frapper des femmes. Sauf que moi aussi je vis le racisme, et je n'ai frappé personne* », regrette la militante.

« J'ai dit à la victime que s'il y avait un souci, il fallait qu'elle porte plainte. Je conseillerais toujours à une victime d'aller porter plainte. »

Assa Traoré

Joint par Mediapart, Samir Elyes reconnaît les violences sur Massica. « *Je ne suis pas dans le déni, ça s'est réellement passé. J'ai été violent, j'étais sous addictions pendant longtemps et cette période était très compliquée* », défend-il, tout en précisant être « *guéri aujourd'hui* » mais n'y voir « *aucune circonstance atténuante* ».

Sollicitée par Mediapart, Assa Traoré affirme aujourd'hui avoir immédiatement écarté Samir du comité et dément l'avoir rappelé. « *Sans même écouter la version de Samir, il a été exclu du comité* », défend-t-elle. Malgré les messages montrant qu'elle a bien souhaité qu'il revienne animer une partie de la journée de commémoration, Assa Traoré minimise : « *Quand il revient au mois de juillet, c'est à la demande de ma famille car il était là dans les premiers instants après la mort de mon frère. Ma famille a été touchée par rapport à ce qu'il avait fait et voulait le remercier. Il est juste revenu à la marche mais pas au comité, qu'il n'a plus intégré.* »

Et d'ajouter : « *Quand il revient, ça, je ne peux pas porter ça sur moi. J'ai dit à la victime que s'il y avait un souci, il fallait qu'elle porte plainte. Je conseillerais toujours à une victime d'aller porter plainte pour que la violence subie soit actée et reconnue.* » Depuis cette date, selon elle, Samir Elyes n'a plus jamais réintégré le comité et n'a plus jamais eu aucune responsabilité. Auprès de Mediapart, lui dit s'être « *vraiment éloigné du comité depuis 2019* ». « *Quand je reviens en juillet 2017, je n'ai pas pensé à Massica, car je n'étais pas dans mon état. C'était une erreur d'y aller,* reconnaît-il. *À l'époque, si le comité m'a soutenu, c'est parce que je suis leur ami, parce que j'ai une réputation dans la lutte contre les violences policières et parce que j'étais à terre.* »

Depuis juillet 2017, il est de tous les grands événements organisés par le comité et presque toujours aux côtés d'Assa Traoré. Sur de nombreux clichés retrouvés par Mediapart (2018, 2019, 2020, 2021 et 2022), il est invité à prendre la parole lors de mobilisations et est systématiquement présenté comme « *membre du comité Vérité et justice pour Adama* » lorsque la presse parle de lui.



Samir Elyes et Assa Traoré en mai 2021 lors d'un rassemblement devant le tribunal judiciaire de Paris. © Hugo Passarello Luna / Hans Lucas via AFP

Il fend la foule avec Assa Traoré en juin 2020 sur le parvis du tribunal judiciaire, fait partie du petit cercle pris en photo chez l'avocat de la famille en 2019. En juillet 2020, un post Facebook publié par le comité le présente bien comme l'un de ses « membres ». Il y a quelques semaines, lors d'une conférence organisée par le Nouveau Parti anticapitaliste, il était encore annoncé comme membre du comité et de On s'en mêle, une autre association qu'il a fondée plus récemment.

À l'inverse, certains milieux militants, mis au courant des violences, ont réagi. « *Quand j'ai appris pour les violences, nous sommes allés voir Samir Elyes pour lui signifier qu'il n'allait pas pouvoir rester dans la mobilisation que nous organisons*, confirme un responsable d'un collectif militant qui préfère rester anonyme. *Depuis, il n'est plus revenu.* » Lors d'une autre manifestation antiraciste organisée à Marseille en 2018, il avait également été écarté, confirme une autre responsable féministe du sud de la France.

D'autres violences à l'université Paris VIII

Assa Traoré assure par ailleurs qu'à sa connaissance, Samir Elyes n'a jamais été violent avec qui que ce soit. D'après nos informations, pourtant, un autre épisode de violences a eu lieu un mois avant l'agression de Massica. Le 16 mars 2017, à l'université Paris VIII-Vincennes-Saint-Denis, NMXR, un groupe d'étudiant-es non mixte racisé-es organise une table ronde autour des violences policières. Assa Traoré, Youcef Brakni, Samir Elyes et Ramata Dieng sont notamment invité-es à s'exprimer, mais le personnel de Paris VIII n'a plus de salle à proposer pour la conférence.

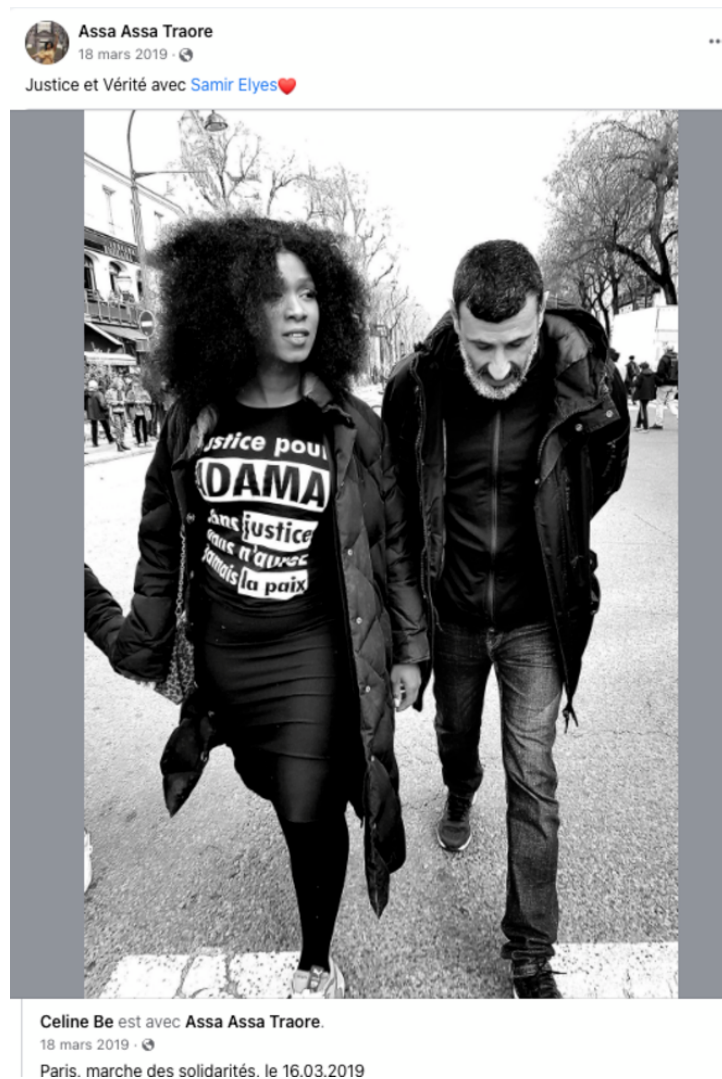
Selon une témoin de l'époque, le ton monte entre le comité et une secrétaire de l'université. « [Celle-ci] *se fait insulter violemment par Samir Elyes. Il s'est levé, l'a menacée physiquement et l'a insultée de "sale pute". Personne du comité n'a voulu intervenir pour calmer les choses* », explique-t-elle.

Nacira Guénif-Souilamas, sociologue et professeure à Paris VIII, a dû intervenir pour faire baisser la tension. « *J'ai calmé les choses en expliquant que s'y prendre de cette manière n'allait faire qu'aggraver la situation. Je ne me*

souviens plus des insultes, mais c'est vrai que Samir a voulu en découdre avec une gestionnaire administrative. La situation s'est ensuite calmée », confirme l'enseignante, qui précise qu'Assa Traoré était arrivée un peu plus tard pour rejoindre la rencontre. Interrogé, Samir Elyes dit ne pas s'en souvenir et précise que « si cela s'est passé, c'est qu'[il] n'étais pas dans son état normal ».

Des victimes menacées pour avoir parlé

Après avoir quitté le comité, Massica s'éloigne des milieux de lutte contre les violences policières pour rejoindre l'organisation féministe Femmes en lutte 93. Elle décide donc d'écrire un texte et avertit Samir de sa publication. *« Je voulais faire quelque chose de mon histoire et que le milieu militant prenne en charge cela de manière collective. D'où ce texte que j'ai écrit de manière anonyme pour ne pas cibler ni lui ni seulement le comité. »*



Capture d'écran du compte Facebook d'Assa Traoré (2019).

« Nous avons déjà publié des textes sur les violences sexistes et sexuelles qui touchent tous les milieux militants. Femmes en lutte 93 a donc accepté logiquement de publier son témoignage sur son site, précise Hanane Ameqrane, cofondatrice de l'association et membre de la marche féministe antiraciste. On a trouvé son texte intelligent, avec un appel au sursaut collectif sur la gestion des violences sexistes. Pour moi, c'était propre, il n'y avait pas de souci à le publier pour lancer une campagne générale sur le sujet », explique-t-elle.

Mais après cette publication, Hanane dit *« avoir pris une claque »* en subissant la réplique. *« Sur les réseaux sociaux, ce n'était que de la violence, des reproches, une remise en cause de la parole de Massica et toutes les tentatives pour la discréditer, et nous avec, dénonce-t-elle. Il y avait un soutien total pour Samir, avec l'idée selon laquelle il était la seule victime. Selon eux, on jouait le jeu des racistes avec la simple volonté de lui faire du mal. »*

Mediapart a en effet pu consulter certaines menaces envoyées par des proches de Samir Elyes. Sa sœur écrit ainsi à l'intention de Sarah : « *Vous vous êtes prises pour des amazones. Vous avez tout orchestré pour le salir et vous venger. Le mieux est de retirer votre merde du net, vous allez rencontrer de vraies filles de quartier, qui eux ont une vraie histoire.* »

Une autre militante dénonce des violences

Au même moment, Line* dit avoir aussi été menacée, alors qu'elle ne côtoie plus Samir Elyes depuis plusieurs années. Cette militante anticoloniale l'a rencontré bien plus tôt, à l'occasion d'une manifestation parisienne en mars 2014. À l'époque, elle est encore étudiante et admire le parcours de Samir, qui semble défendre tout ce pour quoi elle marche. « *J'ai entretenu une relation affective avec lui quelques mois. Quand je l'ai rencontré, ça ne faisait pas longtemps que je vivais à Paris, j'étais très isolée et en grande fragilité psychologique. Il avait 20 ans de plus que moi. J'étais fascinée par son parcours politique. Il s'est très vite raconté qu'on vivait une histoire d'amour* », se souvient Line. « *J'ai aussi pu reconnaître son addiction et je voulais l'aider* », explique-t-elle.

Mais elle aussi aurait été victime de ses sautes d'humeur et de sa violence. « *Je me suis vite rendu compte que c'était un homme ultraviolent et manipulateur. Pendant près de six mois, j'ai vécu un enfer* », témoigne-t-elle. Avec du recul, Line estime avoir été « *sous son emprise* » et voit dans les agressions dont elle dit avoir été victime « *la même spirale que celle que l'on retrouve lors des violences conjugales* », « *ces violences psychologiques et cette mécanique qui incluent honte, culpabilité, et qui t'obligent à te murer dans le silence* ».

« Il s'est retourné et m'a mis une balayette pour me jeter au sol. Je suis tombée violemment. »

Line à propos de Samir Elyes

À l'époque, Samir vivait dans un foyer Sonacotra (pour travailleurs migrants) en Seine-et-Marne, où Line venait parfois lui rendre visite. Si ses souvenirs sont parfois difficiles à retrouver, elle se remémore un jour en particulier où Samir s'en serait pris physiquement à elle.

« *Un soir, alors que nous étions dans son studio, il a commencé à se préparer une consommation. Je n'aimais pas qu'il fasse ça devant moi. Il s'est brusquement énervé. Avec lui, on ne savait jamais dans quel état il était, raconte-t-elle. Il s'est retourné et m'a mis une balayette pour me jeter au sol. Je suis tombée violemment. Quand je lui ai demandé pourquoi il m'avait frappée, il m'a dit qu'il n'avait pas fait exprès.* » Dans cette structure où s'est rendu Mediapart, on se souvient de Samir Elyes comme d'un homme « *dangereux* » et pétri d'un « *sentiment d'impunité* ».

Samir Elyes dément « *avoir déjà frappé une femme* ». « *Elle était bienveillante avec moi., voulait m'aider à me faire soigner. Elle avait fermé la porte pour que je ne sorte pas faire n'importe quoi. Je l'ai collée violemment au mur et j'ai retiré les clés des poches pour partir, mais je ne l'ai pas fait tomber* », précise-t-il, tout en reconnaissant avoir été souvent « *violent avec ses proches ou sa famille* » à une époque très « *difficile* » pour lui. « *Je n'ai pas agressé des femmes, mais des militants. Ce n'était pas du sexisme. J'étais insupportable* », justifie Samir Elyes, en expliquant avoir même causé « *seize points de suture à son frère* ».

Line relate un autre épisode de violences qui aurait eu lieu en 2014. « *J'ai cru naïvement que je pouvais le sauver de son addiction. Durant l'été, je l'ai amené à Calais dans un squat où sont hébergés des migrants. Je connaissais pas mal de monde là-bas. Je voulais qu'il se rende compte qu'ici on pouvait se rendre utile et aider, raconte-t-elle. Sur la route du retour à Paris, on s'est disputés et il a pété un câble. Il était au volant et moi sur le siège passager. Il décide que je dois dégager de la voiture. Il s'est penché et a ouvert ma portière alors qu'il roulait. Il a commencé à me pousser pour*

m'éjecter de la voiture en hurlant. J'ai résisté comme j'ai pu et je ne suis pas tombée, sinon je m'éclatais sur le périph'. J'étais terrorisée et je me suis dit qu'un jour il allait finir par me tuer. »

Là encore, Samir Elyes conteste une partie des faits. « *Oui j'ai eu une dispute avec elle, oui elle a subi une grosse colère qui a pu être prise pour une agression, mais je n'ai jamais tenté de la jeter d'une voiture. On était à l'arrêt à Porte de Clignancourt et je l'ai sortie* », affirme-t-il.

Pour Line, qui « *lutte contre la prison et les violences d'État* », pas question d'aller voir la police. « *Je n'allais pas me mettre entre les mains de la police ou de la justice, des institutions que je crains et en qui je n'ai aucune confiance. Je ne souhaite la prison à personne. La seule chose que je cherchais, c'était la reconnaissance et le soutien des miens* », explique-t-elle. Elle raconte toutefois les faits à un proche. « *Six mois après, elle m'a tout raconté. Je la sentais encore très marquée, elle avait encore très peur* », confirme celui-ci.

Cet épisode résonne comme un signal d'alarme pour Line, qui tente alors de prendre ses distances. « *Il s'est mis à attendre en bas de chez moi, alors je lui ai demandé de ne plus venir. J'avais extrêmement peur* », poursuit Line, qui demande à des proches de la « *mettre à l'abri* ». Auprès de Mediapart, la personne qui l'a hébergée confirme son récit. « *On l'avait mise à l'abri en 2014 près de deux semaines avec mon copain car elle craignait Samir. Elle nous avait raconté qu'il avait tenté de la jeter d'une voiture et qu'il la harcelait* », se souvient-elle.

Des menaces de mort

C'est après la publication du billet de Massica en 2018 que Line a de nouveau des nouvelles de Samir, alors qu'elle a quitté la région parisienne. Ce dernier est persuadé qu'elle est « *derrière cette publication* » et qu'elle fait partie de celles qui l'accusent de violences. « *Je n'avais pourtant aucun rapport avec ça puisque je n'avais jamais évoqué les violences que j'ai subies pour préserver nos luttes* », précise-t-elle.

Elle aurait de nouveau été visée par des menaces : « *J'ai été insultée et menacée par Samir et ses proches. J'ai reçu des messages disant que j'allais me faire défigurer au couteau et que mon mari allait être mis dans un coffre. Pour eux, j'étais à la tête d'une machination contre lui. J'avais peur pour moi et les miens.* » Samir Elyes, lui, dément et prétend « *ne jamais l'avoir menacée* ».

Pourtant, d'après plusieurs messages consultés par Mediapart, il l'accusait bien d'avoir participé à l'écriture du fameux article. Le 2 juin 2018, il précise par message à Line avoir trouvé l'identité de son copain : « *Tu pètes un câble à me salir devant ma famille publiquement. Ceux qui vont s'occuper de ton copain, tu les connais. Tu sais ceux du bâtiment Drapeau Palestine, tu te rappelles.* » « *Ce que vous avez fait est digne de l'extrême droite* », écrit-il ensuite, avant d'ajouter : « *Pour Massica et Sarah elles paieront aussi [...]. Vous n'êtes que des chiens, si je veux je vous écrase. Vous avez cru que j'étais à terre.* »

Comme Massica, Line reçoit des menaces : « *J'ai pas besoin de me présenter tu me connais. [...] Tu sais que là je suis sur tes côtes et que je vais te demander petite traîner. Je vais te tuer, t'envoyer des meufs qui ont faim, qui attendent que de t'enculer ta petite race de merde* », envoie par message une proche de Samir Elyes. Un autre de ses soutiens écrit : « *Tu sais quoi, tellement je vais t'enculer toi et tes putes de Paris, même tes parents ne vont pas te reconnaître, tu seras méconnaissable, je te suis sur Facebook salope de merde, vaut mieux que tout s'arrête dans la minute, que t'as reçu ce message, parce que sur la tête de ma mère, je vais te faire du sale.* »



Prise de parole d'Assa Traoré avec Samir Elyes à Beaumont-sur-Oise le 18 juillet 2020. © Philippe Labrosse / Hans Lucas / AFP

En décembre 2018, Samir Elyes est invité à participer à une table ronde, dans la ville où Line tente de se reconstruire. Toujours active dans le milieu militant local, elle craint pour sa sécurité. Lorsqu'elle le contacte pour lui reprocher de venir dans sa ville, Samir Elyes s'en prend de nouveau à elle. « *Oui je t'ai fait du mal. [...] Oui je t'ai menacée toi et les tiens parce que tu as colporté des mensonges et un texte mensonger* », admet-il.

Alertés, des militants refusent de soutenir les victimes

Line décide d'alerter ses proches et d'autres militant·es, et détaille les agressions qu'elle dit avoir subies de la part de Samir Elyes dans un mail destiné à ses ancien·nes camarades de Quartiers libres, une organisation politique de gauche destinée aux quartiers et qui aurait pour slogan « *militer, c'est assumer ses actes* ».

« *Au cours de ces six mois, où je me suis fait harponner par sa violence psy, il s'est, entre autres, permis de me frapper au sol, il a essayé de me jeter d'une voiture qui roulait sur le périph', il m'a harcelée en bas de chez moi (à camper en bas de mon bâtiment, à mes heures d'aller et retour du taf ou de la fac pour m'intercepter). Alors j'ai dû disparaître en scred [en secret – ndlr] du logement étudiant qui m'avait enfin été accordé. Plusieurs personnes de ce groupe peuvent en attester, notamment la personne de l'équipe, qui m'a planquée chez elle, une bonne dizaine de jours à l'époque* », peut-on lire dans un courriel envoyé le 20 décembre 2018 aux militant·es. Elle leur avait déjà demandé de relayer l'article écrit par Massica sur leur page en guise de soutien et de prendre position contre les violences sexistes dans le milieu militant au moment des menaces.

Dans son message, elle explique aussi pourquoi elle ne souhaite plus garder le silence. « *Qu'on ne vienne pas maintenant me dire que je "lave mon linge sale en public". J'ai toujours fait l'inverse par respect pour les gens qui l'aiment et que j'ai rencontrés, par souci de la "cause", par habitude de m'écraser, par trouille, parce qu'on me l'a demandé. [...] Je n'ai aucun désir de vengeance. [...] Je demande simplement à ce qu'on considère au moins cette histoire comme faisant partie de la nôtre, et qu'on puisse en tirer des conclusions, pour dans l'idéal grandir de "tout ça"* », justifie-t-elle.

Mais l'organisation est divisée et le collectif Quartiers Libres, qui n'existe plus aujourd'hui, refuse de la soutenir publiquement. « *J'ai été témoin de sa détresse. Je savais à l'époque qu'elle avait reçu beaucoup de menaces de la part de Samir. Elle était très mal et terrorisée par lui, confirme une militante qui l'avait soutenue à l'époque. Quartiers libres n'a pas réagi. Elle ne s'est pas sentie soutenue ni crue, et ne se sentait plus du tout en sécurité. C'est la raison pour laquelle elle voulait quitter Paris.* » « *On en avait beaucoup parlé, elle n'était pas bien du tout. Elle avait aussi un énorme sentiment de solitude après avoir dénoncé les faits sans que le collectif ne décide de la soutenir* », explique une autre membre du collectif en question.

Saber, un ancien de Quartiers libres, reconnaît même « *une lâcheté personnelle et collective* ». « *Beaucoup de gens étaient au courant, mais personne n'a souhaité s'en saisir pour réagir publiquement. On n'a pas été à la hauteur et je me mets dedans* », concède-t-il aujourd'hui. « *En plus d'avoir subi les violences de Samir, Massica et Line ont été menacées pour qu'elles se taisent. Et après la publication de votre article, il y a un risque qu'elles le soient encore. Les militants alertés ont ignoré, voulu oublier ou essayé de ménager les choses. Ils ont été très rares à les soutenir* », ajoute cet ancien membre du collectif, qui ne croit pas vraiment à une véritable prise de conscience.

Line, elle, dit parler aujourd'hui en pensant « *à toutes les autres qui subissent des faits similaires* » et pour que ces violences sur « *les petites mains de la lutte* » ne soient plus « *un angle mort* ». « *L'invisibilisation des victimes continue ; même quand on parle, on ne nous écoute pas et les deux seuls choix sont : subir en silence ou disparaître par défaut*, poursuit-elle. *D'où la nécessité d'apprendre à gérer nous-mêmes ce genre de situation sans avoir recours à l'État, ni à avoir à débiter nos histoires devant la presse, même indépendante.* »

Auprès de Mediapart, pourtant, Assa Traoré estime qu'elle n'a rien à se reprocher. Youcef Brakni, un autre membre du comité, prétend aussi que Samir a été immédiatement écarté et reste sur la même ligne. « *On essaie d'être nickel. Bien sûr que ce n'est pas parfait, et évidemment ce ne sera jamais parfait car on n'a pas de moyens. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'Assa, c'est la nécessité qui l'a fait ramener là. Si elle se retrouve à soutenir la lutte contre les féminicides, si elle se retrouve à avoir des contradictions, en fait elle n'a jamais demandé à faire ça* », insiste-t-il, avant de mettre en cause Mediapart et de dénoncer un article « *raciste* ».

« *Après, cela nous fera rien, l'extrême droite va partager, cela n'ira pas plus loin*, dénonce cet ancien professeur d'histoire. *On va continuer notre combat, on ne va pas se laisser faire, Mediapart rentrera juste dans la liste de ceux qu'on va combattre* ». Et d'ajouter : « *Aux États-Unis, un journal de gauche progressiste n'irait jamais attaquer la sœur de George Floyd à propos d'un de ses proches.* »

« *C'est une affaire entre deux amis et on ramène le comité dedans. [...] Cette histoire, c'est juste de la concurrence militante* », accuse-t-il, avant d'attaquer l'une des victimes : « *Ce que fait Massica là n'est pas anodin. Tout le monde sait que c'est facile. Moi aussi Samir m'a agressé, alors moi aussi je suis une victime.* »

Comment penser la gestion des violences sexistes

Pour Massica et Line, ces violences, ces menaces et cette injonction à garder le silence ont eu de « *graves conséquences* » sur leur vie. « *Je suis restée presque un an dans la précarité tout en suivant une thérapie que je continue encore aujourd'hui*, rapporte Massica. *J'étais obsédée par mon agression et l'isolement qui a suivi, je n'arrivais même pas à passer correctement les entretiens d'embauche pour trouver un emploi.* »

« Quand on lutte contre les violences policières, on ne dit pas : un ou deux coups de matraque ça va, on lutte contre tout un système. La même politique doit valoir pour les violences sexistes. »

Hanane, cofondatrice de Femmes en lutte 93

« C'est terrible de voir la fabrique du silence se jouer, ajoute Line. Avoir eu à traverser ça avec Samir est une chose, voir son milieu se solidariser avec son agresseur en connaissance de cause en est une autre. Les conséquences sont lourdes, socialement et psychologiquement. Je me suis auto-exclue de certains espaces où je craignais de le croiser, lui ou des gens qui étaient complices, par complaisance ou calcul politique. Ça m'a poursuivie même en ayant quitté Paris. J'ai beaucoup hésité à témoigner ici. Mais continuer à se taire, c'est participer à la loi du silence. Comme on dit : "Tu obéis pour que ça s'arrête. Mais c'est parce que tu obéis que ça continue." »

Hanane Ameqrane, de Femmes en lutte 93, voit dans ces prises de parole non pas « un appel à détruire » mais plutôt « à reconstruire » et insiste sur le fait « de pouvoir soutenir le combat du comité Adama tout en luttant contre le sexisme ». « L'impunité se construit dans les milieux militants avec la figure de la star et la recherche d'excuses systématiques lorsqu'elle agresse. Mais quand on lutte contre les violences policières, on ne dit pas : un ou deux coups de matraque ça va, on lutte contre tout un système. La même politique doit valoir pour les violences sexistes », demande-t-elle, estimant que « le fait que des femmes soient à la tête de certains mouvements ne protège en rien du sexisme ». « Surtout lorsqu'on demande simplement à la victime de porter plainte, qu'on continue à militer avec l'agresseur et que ces positions obligent les victimes à fuir ces espaces militants. » « Eux ne voulaient plus de nous, mais nous non plus, car nous ne pouvions pas accepter cela politiquement », explique Massica.

« Tout ça est révélateur de ce qui se passe dans les milieux militants. La question des violences sexistes est toujours traitée de la même façon, estime Saber, l'ancien de Quartiers Libres. Les gens ne jugent pas à l'aune de la nature de l'acte mais à l'aune de l'identité de la victime et surtout de celle de l'agresseur. Cela doit devenir un sujet politique. On doit se poser plusieurs questions : pourquoi a-t-on tu tout cela et comment réagir à ce type d'affaires quand elles se produisent ? On doit pouvoir le reconnaître pour être capable d'y faire face et de ne plus reproduire les mêmes erreurs. »

Line, elle, voudrait qu'il y ait une prise de conscience semblable à celle qui peut émerger aux États-Unis. Interrogée par la revue Ballast avec Assa Traoré, Angela Davis avait d'ailleurs abordé le sujet des conflits qui pouvaient exister dans les milieux militants. « Je me souviens parfaitement quand, encore jeune militante, nous avons organisé des campagnes contre les violences policières et les meurtres de jeunes hommes noirs par la police dans notre communauté : certains leaders de sexe masculin étaient eux-mêmes violents au sein de leur couple. Ils frappaient leur compagne. Nous n'avions ni les mots, ni le contexte pour comprendre la connexion entre les deux. Aujourd'hui, nous les avons », racontait-elle, estimant impossible « de penser le racisme isolément des luttes ayant trait à la violence genrée ».

Estelle Ndjandjo et **David Perrotin**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

Boîte noire

- Les prénoms avec une astérisque ont été modifiés pour préserver l'anonymat des personnes qui témoignent.
- Estelle Ndjandjo est journaliste indépendante. C'est son premier article pour Mediapart.
- Fin 2016, Mediapart avait invité Assa Traoré à prononcer les vœux annuels du journal pour l'année 2017.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Allières et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.